



## **Appel du Comité National de la Fédération CGT des Services publics des 20 et 21 mai 2026**

### **Pour la paix, contre la guerre, pour la solidarité internationale et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes**

Le Comité National de la Fédération CGT des Services publics réaffirme avec force son engagement internationaliste, pacifiste et solidaire, ainsi que son soutien indéfectible à tous les peuples, travailleuses et travailleurs victimes des guerres, des occupations, des déplacements forcés, des politiques coloniales, impérialistes et autoritaires portant atteinte aux libertés démocratiques et syndicales.

De la Palestine, où le peuple subit les bombardements, la colonisation, l'apartheid et le génocide menés par l'État d'Israël avec le soutien des États-Unis et la complicité des puissances occidentales, dont la France de Macron, au Liban frappé par l'offensive militaire israélienne, les peuples paient le prix des logiques de guerre et de domination impérialiste.

À Cuba, le blocus criminel imposé par les États-Unis, aujourd'hui renforcé plus que jamais, continue d'asphyxier la population et de plonger le pays dans une crise économique et sociale majeure.

Au Népal, les politiques liberticides et antisociales aggravent la précarité et la répression contre les travailleuses et travailleurs. Au Sénégal, les attaques contre les libertés démocratiques, les droits syndicaux et les droits des personnes LGBTQIA+ se multiplient.

Cette liste n'est malheureusement pas exhaustive. Aujourd'hui, plus de 60 pays dans le monde sont touchés par des conflits armés, des guerres, des occupations ou des situations de violences politiques et sociales majeures.

Le Comité National fédéral affirme sa solidarité pleine et entière avec les organisations syndicales qui, partout dans le monde, subissent la répression antisyndicale, les atteintes aux libertés démocratiques, les intimidations, les emprisonnements ou les violences en raison de leurs combats pour les droits des travailleuses et travailleurs, la justice sociale et la paix.

Dans le cadre de la campagne BDS – Boycott Désinvestissement Sanctions – le Comité National fédéral appelle tous les syndicats CGT des Services publics à agir concrètement, en exigeant notamment de nos collectivités le boycott des produits et des entreprises liés à la colonisation israélienne dans les marchés publics, en exigeant la fin des jumelages entre les municipalités avec Israël, en exigeant la rupture de l'accord d'association entre l'Union

européenne et Israël, en organisant des journées d'étude et de sensibilisation autour de la campagne Boycott Désinvestissement, en y adhérant aussi directement. Il appelle également à développer, partout des coopérations avec les peuples et les travailleuses et travailleurs du monde entier et leurs organisations syndicales résistantes.

Alors que la réponse aux besoins exige la justice sociale et fiscale, des milliards sont débloqués pour l'armement et l'économie de guerre dans le cadre de la Loi de Programmation Militaire (LPM), le gouvernement, avec la complicité de ceux qui ont voté cette loi, explique dans le même temps qu'il n'y aurait plus d'argent pour les services publics, les salaires, les retraites, la santé, l'éducation ou les collectivités territoriales.

Nous refusons cette logique. La guerre nourrit le capital et donc les plus riches. L'argent doit servir à répondre aux besoins des populations, à développer les services publics, à garantir les droits sociaux, à renforcer la solidarité et à construire la paix, et non à enrichir les marchands d'armes et à alimenter les guerres.

Le Comité National de la Fédération CGT des Services publics appelle à renforcer et soutenir partout les mobilisations pour la paix, contre les guerres, contre toutes les formes de colonialisme, d'impérialisme et d'oppression, et pour un monde fondé sur la solidarité, l'égalité, la fraternité et la justice sociale.

Montreuil, le 21 mai 2026